

Unité départementale Aube/Haute-Marne

Troyes, le 20 avril 2023

Nos réf. : SAU/PPM/SP n° 23-163

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 6 avril 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALAUBIA

11, Rue Joseph-Marie Jacquard

ZI des Près de Lyon

(Parcelles AM 540 et 542 (ex AM199 B et 525 C))

10600 La Chapelle-Saint-Luc

Code AIOT : 0003012687

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 6 avril 2023 dans l'établissement VALAUBIA implanté 11, Rue Joseph-Marie Jacquard ZI des Près de Lyon (Parcelles AM 540 et 542 (ex AM199 B et 525 C)) 10600 La Chapelle-Saint-Luc. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALAUBIA
- 11, Rue Joseph-Marie Jacquard ZI des Près de Lyon (Parcelles AM 540 et 542 (ex AM199 B et 525 C)) 10600 La Chapelle-Saint-Luc
- Code AIOT : 0003012687
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

VALAUBIA est une unité de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Air
- Surveillance environnementale

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Monoxyde de carbone	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 3.2.4.1	/	Sans objet
7	Indisponibilité des dispositifs de traitement	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 8.3.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions générales de rejet	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 3.2.3	/	Sans objet
2	Valeurs limites de concentration dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 3.2.4.2 (partiel)	/	Sans objet
3	Valeurs limites de flux de polluants rejetés en cheminée	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 3.2.6 (partiel)	/	Sans objet
4	Valeurs limites de concentration dans les rejets atmosphériques – NH3	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 3.2.4.5	/	Sans objet
5	Conditions de respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 3.2.5	/	Sans objet
8	Mesures en continu	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 9.2.2.1 (partiel)	/	Sans objet
9	Mesures en semi-continu	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 9.2.2.2 (partiel)	/	Sans objet
10	Dioxines et furannes (concentration)	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 3.2.4.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Métaux	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 3.2.4.3	/	Sans objet
12	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 9.2.1	/	Sans objet
13	Surveillance de l'effet sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 9.2.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit de positionner sur les retombées de métaux dans la zone.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions générales de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 3.2.3 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le tableau suivant identifie les différentes émissions canalisées et fixe les conditions générales de fonctionnement : Le débit nominal 49281 m ³ /h La vitesse d'éjection des gaz en marche continue doit être au moins égale à 12 m/s.
Constats : L'inspection a contrôlé les deux rapports semestriels. Les valeurs mesurées pour le débit sont de 52057 et 48027 Nm ³ /h. Les valeurs mesurées pour la vitesse d'éjection sont de 16,34 et 18,01 m/s. Ces résultats n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Valeurs limites de concentration dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 3.2.4.2 (partiel)		
Thème(s) : Risques chroniques, Air		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée :		
Paramètres	Concentration moyenne journalière mg/Nm ³	Concentration moyenne sur ½ heure en mg/Nm ³
Poussières totales	5	30
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, <i>exprimées en carbone organique total (COT)</i>	5	20
Chlorure d'hydrogène (HCl)	7	60
Fluorure d'hydrogène (HF)	0,7	4
Dioxyde de soufre (SO ₂)	15	200
Oxydes d'azote (NO et NO ₂) , <i>exprimés en NO₂</i>	50	400
<p>Constats : Paramètres contrôlés par l'inspection des installations classées, sur les paramètres mesurés en continu par l'exploitant : HCl, SO₂, COT, NO_x, HF, Poussières totales Concentration : Moyenne journalière : par sondage sur le mois d'avril et décembre : conformes Concentration : Moyenne demi-heure : par sondage sur le 14 avril et le 28 décembre : conformes</p> <p>L'inspection des installations classées a contrôlé les valeurs de concentration mesurées par l'organisme accrédité le 30 mars 2022 : HF : 0,12 mg/Nm³ : conformes HCl : 0,43 mg/Nm³ conformes NO_x : 32,68 mg/Nm³ : conformes Poussière : 0,29 mg/Nm³ : conformes SO₂ : 2,90 mg/Nm³ : conformes</p> <p>Ces résultats n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.</p>		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Sans objet		

N° 3 : Valeurs limites de flux de polluants rejetés en cheminée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 3.2.6 (partiel)																	
Thème(s) : Risques chroniques, Air																	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																	
Prescription contrôlée : <table border="1" data-bbox="260 432 1295 891"> <thead> <tr> <th>Paramètres</th><th>Quantités maximales en moyenne journalière en kg/jour</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Monoxyde de Carbone</td><td>29,57</td></tr> <tr> <td>Poussières totales</td><td>5,91</td></tr> <tr> <td>Chlorure d'hydrogène (HCl)</td><td>8,28</td></tr> <tr> <td>Fluorure d'hydrogène (HF)</td><td>0,83</td></tr> <tr> <td>Dioxyde de soufre (SO₂)</td><td>17,74</td></tr> <tr> <td>Oxydes d'azote (NO et NO₂) , exprimés en NO₂</td><td>59,14</td></tr> <tr> <td>Dioxines et furannes</td><td>5,9.10⁻⁸</td></tr> </tbody> </table>		Paramètres	Quantités maximales en moyenne journalière en kg/jour	Monoxyde de Carbone	29,57	Poussières totales	5,91	Chlorure d'hydrogène (HCl)	8,28	Fluorure d'hydrogène (HF)	0,83	Dioxyde de soufre (SO ₂)	17,74	Oxydes d'azote (NO et NO ₂) , exprimés en NO ₂	59,14	Dioxines et furannes	5,9.10 ⁻⁸
Paramètres	Quantités maximales en moyenne journalière en kg/jour																
Monoxyde de Carbone	29,57																
Poussières totales	5,91																
Chlorure d'hydrogène (HCl)	8,28																
Fluorure d'hydrogène (HF)	0,83																
Dioxyde de soufre (SO ₂)	17,74																
Oxydes d'azote (NO et NO ₂) , exprimés en NO ₂	59,14																
Dioxines et furannes	5,9.10 ⁻⁸																
<p>Constats : Paramètres contrôlés par l'inspection des installations classées, sur les paramètres mesurés en continu par l'exploitant : HCl, SO₂, COT, NOx, HF, Poussières totales Flux : Moyenne journalière : par sondage sur le mois d'avril et décembre : conformes Flux : Moyenne demi-heure : par sondage sur le 14 avril et le 28 décembre : conformes Flux : analyses sur 28 jours pour les dioxines et furanes : toutes conformes sur l'année 2022.</p> <p>L'inspection des installations classées a contrôlé les valeurs de concentration mesurées par l'organisme accrédité le 30 mars 2022 : HF : 6,22 g/h : conformes HCl : 22,94 g/h : conformes NOx : 1584 g/h : conformes Poussière : 15,49 g/h : conformes SO₂ : 154 g/h : conformes</p> <p>Ces résultats n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.</p>																	
Type de suites proposées : Sans suite																	
Proposition de suites : Sans objet																	

N° 4 : Valeurs limites de concentration dans les rejets atmosphériques – NH3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 3.2.4.5					
Thème(s) : Risques chroniques, Air					
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet					
Prescription contrôlée :					
<table><tr><th>Paramètre</th><th>Concentration moyenne journalière en mg/Nm³</th></tr><tr><td>Ammoniac</td><td>30</td></tr></table>		Paramètre	Concentration moyenne journalière en mg/Nm ³	Ammoniac	30
Paramètre	Concentration moyenne journalière en mg/Nm ³				
Ammoniac	30				
<p>Constats : Paramètres contrôlés par l'inspection des installations classées : NH3 : Concentration Moyenne journalière : par sondage sur le mois d'avril et décembre : Conforme</p> <p>L'inspection a contrôlé les valeurs de concentration mesurées par l'organisme accrédité le 30 mars 2022 : Concentration : 4,07 mg/Nm3</p> <p>Ces résultats n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.</p>					
Type de suites proposées : Sans suite					
Proposition de suites : Sans objet					

N° 5 : Conditions de respect des VLE
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émission fixées à l'article pour le monoxyde de carbone et pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ; - aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total, le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ne dépasse les valeurs limites définies à l'article ; - aucune des moyennes mesurées sur la période d'échantillonnage prévue pour le cadmium et ses composés, ainsi que le thallium et ses composés, le mercure et ses composés, le total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), les dioxines et furannes ne dépasse les valeurs limites définies à l'article ; - aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour l'ammoniac ne dépasse les valeurs limites fixées par l'article ; - 95 % de toutes les moyennes mesurées sur dix minutes pour le monoxyde de carbone sont inférieures à 150 mg/m³ ; - ou aucune mesure correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures ne dépasse 100 mg/m³. <p>Les moyennes déterminées pendant les périodes d'indisponibilité visées à l'article ne sont pas prises en compte pour juger du respect des valeurs limites.</p> <p>Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsque aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures.</p> <p>Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies à l'article :</p> <p>Monoxyde de carbone : 10 % ; Dioxyde de soufre : 20 % ; Ammoniac : 40 % ; Dioxyde d'azote : 20 % ; Poussières totales : 30 % ; Carbone organique total : 30 % ; Chlorure d'hydrogène : 40 % ; Fluorure d'hydrogène : 40 %.</p> <p>Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées.</p> <p>Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, dans une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient dû être écartées. Dix moyennes journalières par an peuvent être écartées au maximum.</p> <p>Les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission définies à l'article et celles spécifiées par l'arrêté préfectoral d'autorisation sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec, corrigée selon la formule de l'annexe V de l'arrêté du 20/09/02 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux.</p>

<p>Constats : L'exploitant a déclaré avoir eu deux dépassements journaliers sur l'année, sur les paramètres HCl et en SO₂. Cette déclaration n'appelle pas de remarque de l'inspection des installations classées, compte tenu notamment du constat n°2.</p> <p>La limite annuelle de dépassements journaliers est de 10.</p> <p>L'exploitant est conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Monoxyde de carbone

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 3.2.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Air</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les valeurs limites d'émission suivantes ne doivent pas être dépassées pour les concentrations de monoxyde de carbone (CO) dans les gaz de combustion, en dehors des phases de démarrage et d'extinction :</p> <p>25 mg/m³ de gaz de combustion en moyenne journalière ;</p> <p>75 mg/m³ de gaz de combustion dans au moins 95 % de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur dix minutes ou 50 mg/m³ de gaz de combustion dans toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures.</p>
<p>Constats : Paramètres contrôlés par l'inspection des installations classées :</p> <p>CO mesuré en continu :</p> <p>Concentration : Moyenne journalière : par sondage sur le mois d'avril et décembre : conformes</p> <p>Concentration : Moyenne demi-heure : par sondage sur le 14 avril et le 28 décembre : conformes (en prenant la valeur limite de 50 mg/m³)</p> <p>L'exploitant a déclaré avoir eu deux dépassements demi-horaires sur l'année, sur les paramètres CO.</p> <p>Le dépassement demi-horaire du 25/12/2022 a eu lieu en phase d'extinction et n'est pas pris en compte.</p> <p>Le dépassement du 04/08/2022 a dépassé la valeur de 50 mg/m³.</p> <p>L'exploitant déclare que cette panne ponctuelle est due à une panne de l'alimentateur, et que celui-ci a été remis en fonctionnement. Aucun autre dépassement n'a été signalé ni constaté par sondage.</p> <p>A noter cependant que l'exploitant note une valeur limite à 75 mg/Nm³. La valeur étant mesurée de manière semi-horaire, l'exploitant doit considérer la valeur limite 50 mg/m³.</p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées le nombre de dépassements nouveaux suite à cette correction.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant ses obligations strictes en matière de respect des émissions en CO et COT.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Indisponibilité des dispositifs de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 8.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article 8.3.1.4, la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération ou des installations de traitement des effluents atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées est limitée à 4 heures sans interruption lorsque les mesures en continu prévues à l'article 9.2.2.1 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée.</p> <p>La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures.</p> <p>La teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/m³, exprimée en moyenne sur une demi-heure.</p> <p>En outre, les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées.</p> <p>Les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre doivent être respectées.</p>
<p>Constats : L'exploitant a déclaré avoir eu deux dépassements demi-horaires sur l'année sur les paramètres CO (cf le constat à l'article 3.2.4.1.) et deux dépassements journaliers en SO₂ et HCl. Ainsi l'exploitant cumule peu de dépassements en valeur limite de concentration semi-horaire (1h comparé aux 60h autorisés).</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant ses obligations strictes en matière de respect des émissions en CO et COT.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Mesures en continu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 9.2.2.1 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant réalise la mesure en continu, au conduit n° 1 défini à l'article du présent arrêté, des substances suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> poussières totales ; substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ; chlorure d'hydrogène ; fluorure d'hydrogène ; dioxyde de soufre ; oxydes d'azote ; Ammoniac. <p>L'exploitant mesure en continu dans les gaz de combustion :</p> <ul style="list-style-type: none"> le monoxyde de carbone
<p>Constats : Par sondage sur les journées du 14 avril et du 28 décembre, les mesures en continu sont effectuées correctement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Mesures en semi-continu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 9.2.2.2 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit réaliser la mesure en semi-continu des dioxines et furannes. Les échantillons aux fins d'analyse sont constitués de prélèvements de gaz sur une période d'échantillonnage de 4 semaines.
Constats : Par sondage sur la période du 5 janvier au 8 décembre 2022, l'exploitant a effectué des analyses par tranche de 28 jours
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Dioxines et furannes (concentration)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 3.2.4.4 (partiel)		
Thème(s) : Risques chroniques, Air		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : Dioxines et furannes		
Paramètre	Concentration en ng/Nm ³	
Dioxines et furannes	Mesure ponctuelle sur une période d'échantillonnage comprise entre 6 heures et 8 heures	Mesure en semi-continu sur une période d'échantillonnage de 4 semaines *
	0,05	0,05

La mise en place et le retrait des dispositifs d'échantillonnage, ainsi que l'analyse des échantillons prélevés, sont réalisés par un organisme accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC).

Constats : Concentration :
analyses sur 28 jours pour les dioxines et furanes sur la période du 5 janvier au 8 décembre 2022 : toutes conformes sur l'année 2022.

L'inspection a contrôlé les valeurs de concentration mesurées par l'organisme accrédité le 30 mars 2022 et le 3 novembre:
Mars : 0,00036 ng/Nm³ : conformes
Novembre : 0,000022 ng/Nm³ : conformes

L'inspection des installations classées a constaté la présence d'une cartouche de mesure de dioxines et de furane au niveau de la cheminée.

Ces résultats n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Métaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 3.2.4.3	
Thème(s) : Risques chroniques, Air	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée :	
Paramètres	Concentration moyenne en mg/Nm ³ sur une période d'échantillonnage comprise entre 30 minutes et 8 heures
Cadmium et ses composés +Thallium et ses composés	0,05
Mercure et ses composés	0,04
Total des autres métaux lourds (Sb,As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V)	0,4
<p>Le total des autres métaux lourds est composé de la somme :</p> <p>de l'antimoine et de ses composés, exprimés en antimoine (Sb),</p> <p>de l'arsenic et de ses composés, exprimés en arsenic (As),</p> <p>du plomb et de ses composés, exprimés en plomb (Pb),</p> <p>du chrome et de ses composés, exprimés en chrome (Cr),</p> <p>du cobalt et de ses composés, exprimés en cobalt (Co),</p> <p>du cuivre et de ses composés, exprimés en cuivre (Cu),</p> <p>du manganèse et de ses composés, exprimés en manganèse (Mn),</p> <p>du nickel et de ses composés, exprimés en nickel (Ni),</p> <p>du vanadium et de ses composés, exprimés en vanadium (V).</p> <p>Ces valeurs s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques.</p>	
<p>Constats : L'inspection a contrôlé les valeurs de concentration mesurées par l'organisme accrédité le 29 mars 2022 et le 3 novembre:</p> <p>- Mars :</p> <p>Cd + Tl : 0,000052 mg/Nm³ : conformes</p> <p>Hg : 0,00037 mg/Nm³ : conformes</p> <p>Sb,As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V : 0,012 mg/Nm³ : conformes</p> <p>- Novembre :</p> <p>Cd + Tl : 0,000068 mg/Nm³ : conformes</p> <p>Hg : 0 mg/Nm³ : conformes</p> <p>Sb,As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V : 0,0078 mg/Nm³ : conformes</p> <p>Ces résultats n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.</p>	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans objet	

N° 12 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'air et dans l'eau doivent être effectuées de manière représentative.</p> <p>L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur. Dans l'attente de la publication des normes européennes dans le recueil de normes AFNOR, les normes des Etats membres de l'Union européenne et de pays parties contractantes de l'accord EEE peuvent également être utilisées comme textes de référence en lieu et place des normes françaises, dès lors qu'elles sont équivalentes.</p> <p>L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté les étalonnages effectués sur son installation.</p> <p>L'exploitant a présenté son AST, réalisée T3 2022, faisant état d'une conformité du QAL2 effectué en T1 2021 sur tous les paramètres à l'exception des NOx.</p> <p>L'exploitant a transmis un QAL2 actualisé pour les NOx au T1 2023.</p> <p>En séance, l'exploitant accompagné du fabricant de l'équipement de mesure (AMS) a effectué une présentation présentant la dérive sur l'étalonnage des Nox (QAL2). L'exploitant déclare que la dérive sur l'étalonnage n'a pas de conséquence sur la conformité des analyses en continu sur les NOx.</p> <p>Ces déclarations, au vu des éléments présentés en séance, n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Surveillance de l'effet sur l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 9.2.5 (partiel)					
Thème(s) : Risques chroniques, Air					
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet					
Prescription contrôlée : La surveillance des effets sur l'environnement est réalisée comme suit :					
Nature de la surveillance	Paramètre	Surveillance assurée par l'exploitant		Observation	Points de contrôles
		Type de suivi	Périodicité de la mesure		
Surveillance des retombées	Dioxines, furannes et métaux visés à l'article 3.2.4.3	Jauges de retombées de type jauge OWEN	2 campagnes de surveillance par an. Première campagne réalisée dans les 6 mois suivant le démarrage des installations	campagnes de durée minimum 1 mois	Points A, B, C, D, E
Surveillance de l'air ambiant	Poussières et métaux visés à l'article 3.2.4.3	Prélèvements actifs	1 campagne de surveillance par an Première campagne réalisée dans les 6 mois suivant le démarrage des installations Deuxième campagne réalisée entre le 11ème et le 12ème mois suivant le démarrage des installations	Prélèvements d'une durée de 1 semaine pour les deux premières campagnes	Points A, B, D

Constats : Périodicité des mesures :

Surveillance des retombées : l'exploitant a présenté les 2 campagnes effectuées en 2022 : conforme sur la périodicité

Surveillance de l'air ambiant : l'exploitant a présenté les 2 campagnes effectuées en 2022 : conforme sur la périodicité

L'exploitant déclare que les teneurs en dioxines/furanes détectées sont inférieures aux valeurs de référence de bruit de fond rural. Cette déclaration n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.

La surveillance environnementale fait état d'une présence de multiples métaux supérieure aux points principalement susceptibles d'être impactés par les retombées de l'UVE, comparés aux points témoins. Ce constat est récurrent à chaque mesure depuis 2021, et y compris sur la première mesure de 2023. A l'état initial, avant construction de l'installation, aucune anomalie n'avait été détectée aux points principalement susceptibles d'être impactés. Ainsi la possibilité que l'installation soit à l'origine de ces retombées de poussières métalliques ne peut pas être exclue.

Cependant, parmi ces métaux sur-représentés, plusieurs de ces métaux se situent en dessous de certaines valeurs de référence de bruit de fond rural ou urbain.

A titre de comparaison, les normes allemandes de 2021 sur la qualité de l'air (TA Luft 2021) indiquent :

Arsenic : 4 µg/m²/jour

Plomb : 100 µg/m²/jour

Cadmium : 2 µg/m²/jour

Nickel : 15 µg/m²/jour

Sur ces valeurs, le point B dépasse légèrement sur le nickel sur la campagne de mars (16 µg/m²/jour).

L'inspection des installations classées estime que l'exploitant doit mieux s'approprier ces résultats, les comparer avec les surveillances environnementales précédentes, conclure sur la campagne de mesure, et proposer le cas échéant des évolutions dans son programme de suivi

En conséquence, l'inspection des installations classées propose à Mme la préfète d'imposer à l'exploitant une surveillance des retombées d'une durée de deux semaines pendant l'arrêt technique de l'installation, afin de confirmer ou infirmer l'impact de l'installation sur les retombées de métaux. L'exploitant devra également proposer à l'inspection des installations classées un nouveau point de prélèvement hors des zones potentielles de rejets diffus des industriels voisins (Michelin, Accuride...) et dans les zones de retombées de l'installation.

Aussi, suite aux discussions sur la campagne 2023, l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que toute analyse faisant état d'une contamination sur le blanc de terrain doit être effectuée à nouveau sur le ou les paramètres contaminants.

Type de suites proposées : Arrêté préfectoral complémentaire